



HAL
open science

**Autour d'un livre. Ricardo Soares de Oliveira,
Magnificent and Beggar Land. Angola Since the Civil
War, Londres, Hurst & Co, 2015, 291 pages**

Michel Cahen

► **To cite this version:**

Michel Cahen. Autour d'un livre. Ricardo Soares de Oliveira, Magnificent and Beggar Land. Angola Since the Civil War, Londres, Hurst & Co, 2015, 291 pages. Politique africaine, 2015, 132, pp.171-176. 10.3917/polaf.139.0171 . halshs-02469766

HAL Id: halshs-02469766

<https://shs.hal.science/halshs-02469766v1>

Submitted on 6 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

AUTOUR D'UN LIVRE

COORDONNÉ PAR DIDIER PÉCLARD

Ricardo Soares de Oliveira

Magnificent and Beggar Land. Angola Since the Civil War

Londres, Hurst & Co, 2015, 291 pages.

LE POINT DE VUE DE MICHEL CAHEN

Avec cet ouvrage (et d'autres articles), Ricardo Soares de Oliveira s'est affirmé comme l'un des meilleurs spécialistes de l'économie et de la sociologie politiques angolaises contemporaines. Cela fait plaisir de pouvoir dire que la succession de Christine Messiant est assurée¹.

Le titre de l'ouvrage est volontairement choquant (*Magnificent and Beggar...*), ce qui a déjà valu à l'auteur des commentaires vitrioliques dans la presse officielle angolaise. Mais en fait, le contraste, dans le contenu du livre, ne porte pas sur ces deux épithètes, dans la mesure où l'énorme majorité de la population, quasiment rendue à l'état de mendicité, n'est pas étudiée dans l'ouvrage. En effet, à défaut d'être *Wonderland*, on est prévenu dès le départ que le pays étudié par Ricardo n'existe pas : il ne s'agit pas d'une analyse équilibrée de l'ensemble des milieux sociaux, de l'ensemble des provinces du pays réel, mais de ce que le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), le parti au pouvoir depuis 1975, a mis en œuvre dans ce pays depuis 2002, quand la guerre civile s'est arrêtée sous la forme d'une victoire militaire du gouvernement contre les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita). Il s'agit du pays proclamé par le MPLA, d'une simple dilatation du parti lui-même, projeté sur un miroir dans lequel le MPLA aime ce qu'il voit.

Ce livre est écrit en termes mesurés, mais c'est justement la modération de l'expression qui rend la condamnation implacable. Non point que l'auteur veuille « condamner », il ne se place pas de ce point de vue : il décortique simplement un processus qui, très clairement, n'a pas d'avenir, malgré les grandiloquentes analyses de certains sur ce pays supposé émergent (p. 198). Le livre se conclut sur la pire des condamnations que l'on puisse adresser à l'élite angolaise : « votre pays n'est pas émergent mais il est délirant ». Cependant l'ouvrage est bien un livre d'histoire sur l'émergence du capitalisme périphérique.

Mon propos portera ici sur des questions spécifiques. Peut-être quelques pages auraient-elles dû être consacrées à la phase dite marxiste-léniniste, la plus « webérienne » (quand les structures comptaient plus que les individus) qui, sur le plan économique,

1. *Politique africaine* a rendu hommage à Christine Messiant dans son n° 110 de 2008, dans le dossier dirigé par Didier Péclard, « L'Angola dans la paix. Autoritarisme et reconversions », p. 5-121.

Autour d'un livre

est en fait très courte, s'achevant autour de 1983, même si l'idéologie ne change officiellement qu'en 1991-1992. En effet, les personnes qui entrent dans l'« accumulation primitive du capital » à la fin des années 1980 et au début des années 1990 sont toutes liées à la direction du MPLA ou proches du Président, mais ne sont pas égales face à ce processus – il s'agit bien d'un processus et, comme le précise très bien l'auteur, non pas d'un « grand plan » qui eût été ficelé à l'avance par une direction politique cynique (p. 26 et 37). Ce processus de transformation sociale des élites du MPLA commence dès la phase dite « marxiste-léniniste » et pas seulement au cours des deuxième et troisième guerres civiles angolaises. C'est que le passage du paternalisme autoritaire au néopatrimonialisme hégémonique lié au néolibéralisme mondialisé est rapide, mais pas si simple : quand on est bureaucrate ou général, on ne s'improvise pas si facilement bourgeois ou capitaliste, ou même homme d'affaires. Recevoir une rente n'est pas synonyme de savoir extraire la plus-value de la production ou de savoir réaliser un bénéfice dans le commerce concurrentiel. Cependant, ce sont globalement les mêmes personnes qui passent de l'état d'élite dotée de privilèges liés aux fonctions politiques et non directement accumulables (un bon salaire, un bel appartement de fonction mais pas en régime de propriété, etc.), à celle d'élite dotée de l'attribution personnelle de rentes privées. C'est donc bien le tournant capitaliste qui provoque le passage du paternalisme autoritaire au néopatrimonialisme hégémonique. L'auteur se livre, dans

certains passages de l'ouvrage, à une vraie anthropologie économique, nous racontant par le menu « comment ça s'est passé ».

Votre pays n'est pas émergent mais il est délirant

Ma première critique porte sur la question du néopatrimonialisme : alors qu'à mon avis, la totalité du livre ne parle que de ce concept, il en

est bel et bien absent – sauf erreur de ma part, le mot n'apparaît pas une seule fois dans les 292 pages (même aux pages 203 à 212 où on l'attendrait vraiment et où la notion de « patronage » est utilisée). On peut évidemment discuter ce concept – pour ce faire, j'ai écrit un texte pour expliquer pourquoi, selon moi, il n'y a pas d'État néopatrimonial en tant que catégorie spécifique d'État² –, mais il y a bien un phénomène néopatrimonial particulièrement fort dans les États capitalistes de la périphérie, une forme d'accumulation du capital dans des contextes où l'élite n'est pas une bourgeoisie. Cette absence complète m'interroge : l'auteur considère-t-il que cela n'apporterait rien ? Je ne pense pas que tel soit le cas parce qu'avec le débat sur le néopatrimonialisme, il y a, immédiatement après, celui sur la nature de l'État et de l'économie, et sur la nature sociale de l'élite.

Ma deuxième critique, ou question, porte justement sur la nature de l'État angolais. Il n'y a aucun doute que celui-ci gère, au mieux des intérêts de son élite, l'interface avec le monde capitaliste hégémonique depuis la chute du stalinisme sénile, bref, qu'il s'agit d'un État capitaliste. Pour autant, l'auteur montre très bien que le comportement quotidien des membres richissimes de l'élite n'est pas capitaliste, mais rentier et ostentatoire. On peut donc regretter un certain impressionnisme dans la conceptualisation de l'État, alors que la description concrète en est si riche.

2. M. Cahen, « Il n'y a pas d'État néopatrimonial », in D. Darbon (dir.), *Le Comparatisme à la croisée des chemins. Autour de l'œuvre de Jean-François Médard*, Paris/Pessac, Karthala/Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2010, p. 113-140.

Magnificent and Beggar Land, par Ricardo Soares de Oliveira

L'auteur emploie, sans vraiment le discuter, le concept de capitalisme d'État, parfois avec des guillemets, parfois sans. Parfois aussi, il emploie la formule plus empirique mais qui me semble bien plus juste de « *state-led capitalism* ». Le rôle de l'État – du moins de son cœur, la présidence et la Sonangol – dans l'accumulation privée est tout à fait central et indiscutable, revendiqué par cet État lui-même (on y revient *infra*). Il n'empêche que, quand il privatise, quand il permet l'appropriation de capitaux, cela tombe bien en des mains privées qui, certes, font partie du cercle présidentiel ou des échelons supérieurs du parti, mais n'en sont pas moins privées surtout si l'on raisonne sur le long terme : la « décharge » – au sens de Béatrice Hibou – renforce la capacité de contrôle de l'État dans le court terme, mais c'est bien moins sûr sur le long terme. Il n'empêche que, même encore aujourd'hui, comme le montre excellemment l'auteur, l'État reste indispensable même aux plus riches des privilégiés car la sécurité de leur appropriation du capital n'est pas encore assurée, encore moins d'un point de vue de transmission intergénérationnelle : ils sont à la merci d'un changement politique, ce qui explique la difficulté de la transition post-José Eduardo dos Santos.

**Le rôle de l'État
dans l'accumulation privée
est tout à fait central
et indiscutable**

Serait-ce pour autant un capitalisme d'État, c'est-à-dire un capitalisme dont l'accumulation aurait pour objectif l'État lui-même ? La réponse me semble évidemment négative. L'État, aussi central soit-il, n'en est pas moins un outil, simplement un outil. On aurait donc quelque chose comme un « capitalisme oligarchique stato-centré de la périphérie » (il emploie d'ailleurs l'expression d'« *oligarchic capitalism* », p. 131), mais pas un capitalisme d'État. Et encore moins un « capitalisme léniniste » (p. 141) ! Certes, l'auteur emploie cette expression osée au conditionnel (« ...ce que l'on pourrait nommer capitalisme léniniste », p. 141) mais sans guillemets, après avoir étudié le discours du MPLA qui n'abandonne pas les références « classistes » sur la « nécessité historique de la formation des classes ».

Effectivement, ce discours du parti au pouvoir est bien intéressant, car dans les nombreux cas de partis autrefois révolutionnaires ou progressistes et devenus ensuite parfaitement adaptés au capitalisme, en général le discours change et fleurit alors la négation de la lutte des classes qui serait désormais un « logiciel dépassé ». Rien de tel ici, le MPLA maintient l'analyse de classe, il a simplement décidé de changer de classe³ ! Le fait d'utiliser quelques « mots marxistes » (« accumulation primitive du capital », « rôle de la bourgeoisie nationale », etc.) n'induit en rien un capitalisme « léniniste ». Certes, il existe des écrits de Marx sur le rôle historiquement progressiste des bourgeoisies nationales, mais Marx ne proposait pas que les communistes devinssent eux-mêmes ces « bourgeois nationaux » et en dirigeassent le capitalisme naissant. De toute manière, j'ai toujours été extrêmement méfiant face à ces caractérisations hâtives qui ont pu être

3. Une fascinante analyse du « discours bourgeois » du MPLA et de sa doctrine de l'« accumulation primitive du capital » est développée dans le chapitre 5 (« *As ligações angolanas* », p. 115-130) de l'ouvrage de Francisco Louçã, João Teixeira Lopes et Jorge Costa, *Os burgueses. Quem são, como vivem, como mandam*, Lisbonne, Bertrand editora, 2014 ; voir aussi F. Louçã, J. Teixeira Lopes et J. Costa, *Os Donos Angolanos de Portugal*, Lisbonne, Bertrand Edotira, 2014.

Autour d'un livre

employées à propos de l'Angola, comme « afro-communiste » puis « afro-staliniste⁴ ». Certes, il y a des ressemblances superficielles et il y a évidemment eu une influence stalinienne sur l'imaginaire anticolonial, en particulier dans les anciennes colonies portugaises. Mais les formations sociales sont totalement différentes : le stalinisme avait, par des moyens délirants, au moins réussi une chose, la destruction du capitalisme. L'Angola est resté un pays capitaliste de la périphérie. Ce ne fut, à mon avis, ni un capitalisme d'État, pas même un « capitalisme d'État sur mesure (*self-style state capitalism*) » (p. 165), ni encore moins un « capitalisme léniniste ».

Qu'est-ce que l'élite angolaise ? Une classe sociale ? Une caste ? Un corps social ?

Troisième grande question : qu'est-ce que l'élite angolaise ? Une classe sociale, au sens de Marx ? Une caste, au sens de Trotski cherchant à caractériser les staliniens au pouvoir ? Un

corps social, au sens de Meillassoux⁵ cherchant à définir des milieux sociaux qui procèdent de classes existantes mais n'en font pas partie ? Accoler un « mot » à une élite ne permet pas *ipso facto* de mieux la comprendre mais autorise, par la montée en généralité, à comparer avec d'autres situations pour mieux appréhender chacun des termes de la comparaison. Je crois que le concept d'oligarques utilisé par l'auteur est parfaitement justifié, du moins s'il est utilisé empiriquement : c'est bien à partir de l'État que des fortunes rapides se sont construites, non point par extraction de la plus-value directement à partir de la production ou de l'échange, mais par des transferts politiquement décidés formant une sorte d'oligarchie politico-rentière. Il y a cependant une différence avec la Russie post-stalinienne : les oligarques russes sont originellement des voleurs, mais ils ont mis la main sur des outils de production ; nombre d'entre eux sont morts lors des sanglantes rivalités qui ont suivi, assassinés par ceux qui ont survécu en un processus de concentration rondement mené, mais on peut penser qu'ils ont donné naissance à une bourgeoisie ; ils ont toujours besoin de la protection de l'État, mais ce n'est plus forcément directement de l'État que provient leur fortune.

L'auteur montre que tel n'est pas le cas en Angola : même quand un Angolais est partenaire d'un investisseur étranger, en général, il sous-contracte une entreprise, elle aussi le plus souvent étrangère, pour gérer sa part dans la *joint-venture*. L'oligarchie angolaise reste éminemment rentière, à quelques exceptions près. La plus célèbre est la fille du président, Isabel dos Santos, à l'évidence excellente femme d'affaires : mais survivra-t-elle à la mort politique de son père ? La question qui se pose est donc toujours la suivante : qu'à l'origine historique de l'accumulation du capital, il y ait du grand banditisme, de par la violence inouïe de l'extraction de richesse, on le sait depuis Marx. Cependant le servage, l'esclavage, le travail forcé colonial intervenaient sur le procès de production et le capitalisme qui en naquit était donc centré sur la production : l'oligarchie angolaise ne le fait que très indirectement, *via* l'État et le pétrole jamais

4. D. Ottaway et M. Ottaway, *Afrocommunism*, New York, Africana, 1981 ; T. Hodges, *Angola: From Afro-Stalinism to Petro-Diamond Capitalism*, Oxford/Bloomington, James Currey/ Indiana University Press, 2001.

5. C. Meillassoux, « Du bon usage des classes sociales », in B. Schlemmer (dir.), *Terrains et engagements de Claude Meillassoux*, Paris, Karthala, 1998 ; p. 9-58.

Magnificent and Beggar Land, par Ricardo Soares de Oliveira

privatisé, sauf sans doute dans les mines des « diamants de sang » dénoncées par Rafael Marques⁶. Les oligarques angolais ne sont pas des bourgeois, ce sont des affairistes et des bandits dont la fortune reste « basée sur des rentes plutôt que sur une activité productive » (p. 135). Mais surtout, il n'y a aucune garantie que les enfants de ces bandits angolais deviennent de respectables bourgeois. Même quand ils reviennent de l'étranger après avoir passé des MBA dans de bonnes écoles de langue anglaise, peu nombreux semblent être ceux qui s'engagent dans la production, tant il est plus efficace à court terme de continuer dans la voie tracée du patronage stato-présidentiel. On ne sache qu'il y ait en Angola de grands commerçants de type nigérian, kényan ou même sénégal-maraboutique...

Ainsi, même en acceptant le discours « classiste » du MPLA sur la nécessité historique de créer une « bourgeoisie nationale », on peut douter que la politique menée y conduise. Du reste, s'il en était ainsi, la chute des cours du pétrole qui remet en cause le château de cartes de la décennie 2002-2012 devrait provoquer un rapatriement accéléré de tous ces capitaux en Angola, comme cela s'est produit notamment lors de la crise asiatique de 1999 avec des retours précipités de capitaux aux États-Unis ou autres lieux centraux. Or, il n'en est rien. Si, à long terme, la famille Dos Santos donnait naissance à une lignée « bourgeoise », ce ne serait sans doute pas en Angola, même si elle gardait des liens dans le pays. Par ailleurs, le MPLA confond volontiers dans son discours la « classe moyenne » et la « bourgeoisie nationale », défendant le « droit », pour tout Angolais, de devenir riche. L'extraversion élitaire devient alors un comportement patriotique.

Ce qui est frappant dans l'ouvrage, c'est de voir que l'idéologie du développement – je parle bien ici du discours et pas de la réalité – n'a pas changé : la coopération bulgare dans les fermes étatiques a cédé la place à des projets privés à haute teneur en capital fixe, mais il s'agit toujours de créer des îlots technologiquement

**L'oligarchie angolaise
reste éminemment rentière,
à quelques exceptions près**

avancés sans aucun lien avec l'économie paysanne alentour. Comme le dit un dirigeant du MPLA cité par l'auteur, l'essentiel de l'agriculture paysanne « en est encore à l'étape préhistorique » (p. 141). Le MPLA reste ainsi plus que fidèle à l'idéologie du développement qui associe la pauvreté à l'arriération et non point à la périphérie ou à la discrimination de classe, et la richesse à la modernité. On peut comparer cette posture avec le Mozambique de l'ère du président Gebuza (2004-2014) : la pauvreté y a été considérée comme une absence d'auto-estime des Mozambicains, elle était donc de leur fait, il leur fallait gagner en fierté afin de développer l'initiative privée. Du moins ce discours s'adressait-il théoriquement, ne serait-ce que pour les stigmatiser, aux Mozambicains eux-mêmes, paysans ou petits employés. Le MPLA, lui, ne croit que dans le rôle d'entraînement possible de la « bourgeoisie nationale », à une étape ultérieure. Dans l'immédiat, il s'agit simplement de rendre vivable l'invivable, dans la conviction intime du MPLA (p. 19) qu'il est le seul capable de mener à bien ce processus.

6. R. Marques, *Diamantes de Sangue. Corrupção e Tortura em Angola*, Lisbonne, Tinta-da-China, 2011.

Autour d'un livre

Une question considérable est posée par l'auteur : comment « cela » – une élite d'une richesse « obscène » (le mot est de l'auteur) pendant une quinzaine d'années, qui rêva de faire de Luanda un nouveau Dubaï, qui investit à tour de bras à l'extérieur, mais à présent affectée par la chute des cours du pétrole, et qui, plus que jamais, laissera la population dans un insigne état de pauvreté, dans le contexte d'une urbanisation galopante – comment « cela » peut-il finir ? Selon l'auteur, ce ne sera ni une révolution radicale ni le *statu quo* intégral, mais une simple extension du clientélisme pour en élargir la base sociale. Est-ce politiquement possible alors que les deux tiers de la population sont nés après, ou étaient enfants à la fin de la guerre civile (p. 217) et que, de ce fait, la légitimité du MPLA se relâche ? La chute actuelle des revenus du pétrole – que l'auteur n'a pu que très légèrement entrevoir dans un ouvrage dont la rédaction était achevée en 2013 – interdit d'étendre le clientélisme et on a déjà un aperçu de la réaction du pouvoir : une aggravation de la répression contre toute forme de contestation. Une chose est certaine : la période postcoloniale (celle de la guerre civile jusqu'en 2002 et de la période de paix par la victoire des armes à partir de cette date) est terminée. Le temps est un facteur politique ; on le voit, dans un contexte différent, au Mozambique où la guerre civile s'est arrêtée dix ans plus tôt (1992) et où l'ancienne rébellion de la Résistance nationale du Mozambique (Renamo) a pu partiellement reprendre les armes depuis 2013-2014 sans que, bien au contraire, cela ne nuise à sa légitimité dans le pays. Dix ans plus tôt, c'eût été un suicide politique. Certes, en Angola, il n'y a pas – question de Cabinda exceptée – de groupe armé dans le pays, mais la prolongation de légitimité

**On peut émettre
l'hypothèse de violentes
émeutes urbaines**

qu'a apportée au MPLA sa victoire par les armes contre l'Unita, faisant de son président l'« ingénieur de la paix », est terminée. Le *Movimento Revolucionário* des jeunes contestataires est en prison, mais on peut émettre l'hypothèse de violentes émeutes urbaines, notamment quand le pouvoir voudra augmenter les prix des produits de première nécessité. Le néopatrimonialisme élargi, à supposer qu'il puisse être pratiqué, ne saurait être éternellement une solution.

Le néopatrimonialisme élargi, à supposer qu'il puisse être pratiqué, ne saurait être éternellement une solution.

Ce livre est, volontairement, empirique, car un de ses objectifs principaux est tout simplement de décrire, de donner à connaître l'obscurité d'un système, alors que fleurit au Nord du monde un « afro-optimisme » de senteur financière sur ce genre de pays. Il fait œuvre de salubrité publique, et on peut attendre de sa toute prochaine publication en portugais⁷ une efficacité décuplée. Elle sera sans doute interdite en Angola, mais lesdites classes moyennes angolaises achèteront le livre à l'aéroport de Lisbonne et le feront circuler dans le pays.

Michel Cahen

Université de Bordeaux, CNRS/Sciences Po Bordeaux, Les Afriques dans le monde (LAM)
Casa de Velázquez, École des hautes études hispaniques et ibériques, Madrid

7. R. Soares de Oliveira, *Magnífica e Miserável: Angola Desde a Guerra Civil*, Lisbonne, Tinta da China, 2015.